

**N° DP 25/188**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - ASSOCIATION "METAYERS ANTI-GASPI" / PROGRAMME : "MIEUX MANGER A LA SEYNE" - 5 000 EUROS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 euros,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » de 9 000 euros en 2025 à Toulon Provence Méditerranée pour l'action « Mieux Manger à La Seyne », sur un budget prévisionnel de 166 000 euros,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTI-GASPI », créée en 2021 a pour objectif de lutter contre le gaspillage alimentaire en valorisant les produits par la transformation, la vente directe ou indirecte, et le don aux associations caritatives,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » participe à l'économie sociale et solidaire, favorise les circuits courts, crée des emplois pérennes, fait de la pédagogie, innove et promeut la lutte contre le gaspillage alimentaire,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » ambitionne de s'inscrire dans un concept de ville durable, de transition écologique sur la Commune de La Seyne-sur-Mer,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » travaille à la sensibilisation à l'alimentation durable à travers des interventions pédagogiques en milieu scolaire,

**CONSIDERANT** que forte de son expérience en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et déjà investie dans un projet pédagogique dans une école seynoise, l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » représente un partenaire important du PAT TPM, et en particulier dans le cadre du parcours de sensibilisation « En chemin vers une alimentation durable »,

**CONSIDERANT** que le projet « Mieux Manger à La Seyne » de l'Association « METAYERS ANTIGASPI permet de contribuer à plusieurs enjeux du Projet Alimentaire de Territoire de Toulon Provence Méditerranée : la lutte contre le gaspillage alimentaire, à la fois en restauration collective et à travers la collecte et la valorisation de surplus ou invendus sur les marchés et chez les particuliers, la mise en place d'une formation « pour une restauration collective durable » à destination des convives, des encadrants et des enseignants, la sensibilisation à la santé,

**CONSIDERANT** les axes du projet « Mieux Manger à La Seyne » de l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » en 2025 :

- La lutte contre le gaspillage alimentaire
- La sensibilisation à l'alimentation durable
- La restauration anti gaspillage dans le restaurant solidaire « la Cantina Verde »,

**CONSIDERANT** que les actions menées par l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » répondent aux objectifs de la feuille de route du Projet Alimentaire Territorial de TPM, notamment en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire, de promotion d'une alimentation durable et accessible au plus grand nombre, et de sensibilisation à la santé,

**CONSIDERANT** la reconnaissance officielle du Projet Alimentaire de Territoire de Niveau 2, par le Ministère de l'Agriculture, piloté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, depuis le 24 mars 2024,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » propose la mise en place d'actions et d'ateliers spécifiques dans les écoles sous la forme d'ateliers de sensibilisation au gaspillage alimentaire et/ou d'ateliers cuisine (ou conservation) à destination de 4 à 6 écoles qui entrent dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt du PAT lancé en janvier 2025 par Toulon Provence Méditerranée pour le parcours de sensibilisation intitulé « En chemin vers une alimentation durable »,

**CONSIDERANT** la convention, ci-annexée,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée avec l'Association « METAYERS ANTI-GASPI » en vue de l'attribution d'une subvention de 5 000 euros, soit 4,31 % maximum du budget du projet « Mieux Manger à La Seyne » réalisé durant l'exercice 2025, hors contribution et bénévolat.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

### ASSOCIATION METAYERS ANTI-GASPI

#### « MIEUX MANGER A LA SEYNE »

#### ENTRE

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise **107 boulevard Henri Fabre à TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 / .....** en date du ..... .. 2025,

**Ci-après désignée « La Métropole »**,

#### ET

**L'Association METAYERS ANTIGASPI**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège à **LA SEYNE SUR MER**, 255 vieux Chemin des Sablettes, représentée par son Président, Monsieur Hicham MRABIT, dûment habilité à cet effet,

**Ci-Après désignée « L'Association »**

#### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Les actions menées par l'Association LES METAYERS ANTIGASPI répondent aux objectifs de la feuille de route du Projet Alimentaire Territorial de TPM, notamment en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire, de promotion à une alimentation durable et accessible au plus grand nombre, et de sensibilisation à la santé.

L'Association propose la mise en place d'actions et d'ateliers spécifiques dans les écoles qui entrent dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt du PAT TPM pour le parcours de sensibilisation intitulé « En chemin vers une alimentation durable ».

L'Association sollicite un financement de 9 000 € pour participer à la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions qui concourent à améliorer les pratiques alimentaires et à lutter contre le gaspillage alimentaire sur le territoire de TPM, et en particulier à la Seyne-sur-Mer.



**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet [www.metropoletpm.fr](http://www.metropoletpm.fr), rubrique « Communication » (pied de page),
- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'**Association MAG** à hauteur de 5 000 euros pour la mise en œuvre du projet « Mieux manger à La Seyne » de sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans les écoles de LA SEYNE SUR MER.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 4,31 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole pour la mise en place d'un projet de sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans les écoles de LA SEYNE SUR MER.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **5 000 euros** sera versée à l'**Association MAG** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **3 500 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **1 500 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
  - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.



## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention ~~est~~ du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<div>Pour</div> <div><b>L'ASSOCIATION METAYERS ANTIGASPI</b></div> <div>Le Président</div> <div><b>Hicham MRABIT</b></div>	<div>Pour la Métropole</div> <div><b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></div> <div>Le Président</div> <div><b>Jean-Pierre GIRAN</b></div>
--	---

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### PRESENTATION

L'Association « Métayers Anti-Gaspi » créée en 2021 a pour objectif de lutter contre le gaspillage alimentaire et contre la précarité alimentaire, en valorisant les produits par la transformation, par la vente directe ou indirecte, et par le don aux associations caritatives.

L'Association transforme des produits en confitures, sirops, tapenades pour éviter leur perte. Les produits transformés sont souvent collectés dans des jardins de particuliers, qui peuvent être en situation d'isolement, de solitude ou de handicap. Ils sont ensuite commercialisés en circuits-courts favorisant l'économie circulaire et l'alimentation locale.

L'Association travaille également à la sensibilisation à l'alimentation durable à travers des interventions en milieu scolaire ou auprès de tous types de publics.

Enfin, elle a ouvert en 2024 un restaurant « La Cantina Verde » qui propose une cuisine locale et antigaspi en utilisant les produits collectés ou transformés.

### CONTEXTE

L'Association « Métayers Anti-Gaspi » développe depuis 2021 ses actions de valorisation de produits collectés chez les particuliers, qui sont ensuite revendus en circuits-courts, ou utilisés dans la cuisine de la « Cantina Verde ». Elle mène également des actions de sensibilisation, notamment dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) de Berthe, avec des ateliers antigaspi accompagnés de sensibilisation à l'alimentation durable. Ces ateliers contribuent également à la lutte contre les inégalités sociales. Un atelier de sensibilisation a également été organisé à la médiathèque Pierre Caminade, lors de l'événement « Bibli en Folie ».

L'Association a également lancé un programme intitulé « Bien Manger », avec l'école élémentaire Toussaint Merle. Ce programme porte sur l'ensemble des sujets liés à l'alimentation durable : promotion de la santé, consommation responsable, éducation au goût, production locale et durable, lutte contre le gaspillage alimentaire, rencontres avec des professionnels et visites de sites (médecin, marché, agriculteurs) et ateliers cuisine.

Enfin, elle met en place des outils pédagogiques avec l'Association Cité Conviviale : jeux éducatifs sur l'alimentation, le développement durable et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

En 2024, l'Association a ouvert un restaurant, « La Cantina Verde », qui propose une cuisine locale et antigaspi, dans le centre de La Seyne-sur-Mer. Chaque semaine des animations sont proposées dans ce lieu qui se veut convivial : expositions, débats, concerts, ateliers cuisine antigaspi, etc.



## DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association METAYERS ANTIGASPI en 2025

En 2025, l'Association souhaite continuer à développer ses actions autour de trois axes principaux:

### I. La lutte contre le gaspillage alimentaire

L'Association va continuer à collecter des produits en fin de marché ou chez des particuliers, pour les donner ou les transformer en bocaux et les revendre. Lors d'actions chez les particuliers, l'association participe ainsi à l'entretien des jardins, et en donnant certains produits, elle contribue également à la lutte contre la précarité alimentaire.



### II. La sensibilisation à l'alimentation durable et à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Le public ciblé est :

- Les habitants de quartiers prioritaires de la ville, notamment le quartier de Berthe
- Les enfants à travers le projet « Bien Manger », mis en place en partenariat avec l'école Toussaint MERLE.

L'Association compte finaliser un projet éducatif avec l'école à destination des élèves de CE1 – CE2, décliné selon les 4 dimensions identifiées par l'Education Nationale dans EDUSCOL (plateforme ministérielle de ressources pédagogiques) : nutritionnelle, sensorielle, environnementale et écologique.

### III. La restauration anti-gaspillage dans la Cantina Verde

Le restaurant ouvert en 2024 par l'Association ré-ouvrira ses portes au printemps (salle en extérieur), afin de proposer une cuisine locale, antigaspi et accessible à tous. L'objectif est d'avoir un lieu convivial, avec différentes animations : expositions, débats, concerts, ateliers cuisine antigaspi, etc.

Lors des ateliers cuisine, l'Association sensibilise également les participants (tout public) aux questions d'alimentation durable et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Par ailleurs, l'Association a répondu à l'**Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) du Projet Alimentaire Territorial « en chemin vers une alimentation durable »** en proposant la mise en place d'ateliers de sensibilisation au gaspillage alimentaire dans 4 à 6 écoles du territoire.

Fort de son expérience dans l'organisation de ces ateliers, et habituée aux interventions auprès du public scolaire, l'Association proposera des ateliers de sensibilisation et/ou des ateliers cuisine :

- Partage d'informations sur le gaspillage alimentaire
- Création / partage de supports pédagogiques (vidéos, infographies, affiches...)
- Atelier pratiques de conservation de produits et/ou ateliers cuisine
- Echanges avec des experts (médecin, nutritionniste, agriculteur, cuisinier)
- Défis « Zéro-gaspi ».



## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	20 000	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de service	50 000
Achats matières et fournitures	15 000		
Autres fournitures	5 000		
<b>Services extérieurs</b>	<b>24 000</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>65 000</b>
Locations	15 000	ETAT – Contrats de Ville	9 000
Entretien et réparation	8 000	Conseil Régional PACA	9 000
Assurance	1 000	Conseil Départemental du Var	9 000
Documentation	0	- Dont FDVA : 7 000	
		Commune de La Seyne	9 000
<b>Autres services extérieurs</b>	<b>21 000</b>	<b>Métropole TPM</b>	<b>9 000</b>
Rémunérations intermédiaires et honoraires	12 000	Agence de services et de paiement (emplois aidés)	20 000
Publicité, publication	6 000		
Déplacements, missions	2 000		
Services bancaires, autres	1 000		
<b>Impôts et taxes</b>	<b>2 000</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 000</b>
Impôts et taxes sur rémunérations	2 000	Cotisations	1 000
<b>Charges de personnel</b>	<b>49 000</b>		
Rémunération des personnels	36 000		
Charges sociales	12 000		
Autres charges de personnel	1 000		
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>116 000</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>116 000</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Mis à disposition gratuite de biens et services	30 000	Prestation en nature	30 000
Personnel bénévole	20 000	Bénévolat	20 000
<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>166 000</b>	<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>166 000</b>

La subvention de 5 000 euros représente 4,31 % du total des produits :  
(montant attribué/total des produits) x 100.